Aujourd'hui l'écologie

Groupe Ecologique Beaujolais

Candidat : Jean-Paul SIRIEIX

Suppléant : Didier BARRY

Plus d'un million de Français ont voté pour Brice Lalonde le 26 avril dernier. Pourtant les partis politiques veulent exclure les écologistes ou les forcer à s'intégrer dans la droite ou la gauche. Mais nous refusons de céder. Malgré l'absence de scrutin proportionnel, qui prive l'écologie de plusieurs dizaines de députés, nous avons choisi d'être présents aux élections législatives pour affirmer notre indépendance et défendre des propositions précises face à la crise actuelle. Parce que, si nous sommes satisfaits de la défaite de la classe politique la plus autoritaire de ce pays, nous n'adhérons pas pour autant au programme de la nouvelle majorité présidentielle. Et nous appelons les Français à renforcer le mouvement écologiste pour éviter tout retour en arrière et pour infléchir la politique du nouveau septennat.

vers l'économie post-industrielle

Les recettes du passé ne guériront pas une économie malade du gaspillage et de la croissance. Non à la fuite en avant. La France doit refuser la guerre économique où le plus fort écrase le plus faible, où les pays riches ruinent le tiers monde. Nous proposons le passage progressif à une économie «post-industrielle» qui respecte la nature et la santé, laisse du temps libre, favorise l'autonomie des personnes. C'est pourquoi les écologistes se battront pour le partage du travail et de l'emploi, pour la justice sociale, pour le choix des techniques maîtrisables comme l'énergie solaire au lieu du nucléaire. Il faut en finir avec le «productivisme» : l'important n'est pas de produire plus, mais de consommer mieux ; le pouvoir de vivre doit remplacer la course au pouvoir d'achat.

vers la démocratie du quotidien

La Ve République renforce l'Etat central, concentre les pouvoirs entre les mains d'une classe politique et technocratique, voire d'un seul homme. La séparation des pouvoirs, la décentralisation, le développement des libertés n'ont de sens qu'avec la libération des moyens d'information et de communication, le partage du savoir, l'ouverture des institutions politiques aux femmes et aux valeurs féminines. Il faut non seulement une nouvelle Constitution où la démocratie directe ait sa place à côté de la démocratie représentative. Il faut aussi vivifier les zones rurales, humaniser les villes, briser la solitude. Les écologistes se battront pour le référendum à initiative populaire, la représentation proportionnelle, le non-cumul des mandats, des moyens et des responsabilités aux associations.

vers la solidarité mondiale

Les rapports internationaux ne doivent plus être dominés par la rivalité Est-Ouest, mais par la solidarité Nord-Sud. C'est le rôle d'une Europe des régions qui prenne ses distances par rapport aux superpuissances. Pour engager cette politique et casser l'engrenage de la violence, les écologistes proposent d'asseoir la sécurité de la France sur une véritable défense civile, et d'abandonner l'arme nucléaire qui menace mortellement la population au lieu de la protéger.

CHOISIR L'ÉCOLOGIE, C'EST PRENDRE DATE POUR L'AVENIR, C'EST AFFIRMER SA LIBERTÉ FACE À L'EMBRIGADEMENT POLITIQUE

> le 14 juin, VOTONS LIBRE

CHOISISSONS L'ECOLOGIE

LE GROUPE ECOLOGIQUE BEAUJOLAIS est encore présent pour ces législatives de 1981, car les problèmes soulevés en 1978 ne sont toujours pas résolus.

Ils subsistent parce qu'ils sont propres à la Société de gaspillage, à cette SOCIETE PRODUCTIVISTE, TECHNOCRATIQUE, CENTRALISATRICE ET MILITARISTE.

Ce type de Société impose - à nos portes - des projets démentiels :

- le Mont-Verdun, 2^e poste de commandement nucléaire en France et donc 2^e cible nucléaire du pays (où sont les abris anti-atomiques pour la population ?).
- Malville 60 km à vol d'oiseau -, centrale nucléaire et surgénératrice d'un type particulièrement dangereux pour la région.
- industrialisation du Val de Saône, avec ''l'axe Rhin-Rhône'', le canal grand-gabarit, et la création à Villefranche d'un port industriel à vocation européenne.
 - quant au TGV, il va donc passer... et la gare de Villefranche va trépasser.

NE NOUS LEURRONS PAS, LES DANGERS SONT REELS ; IL FAUT S'OPPOSER A DE TELS PROJETS QUI MODIFIENT PROFONDEMENT ET DE FAÇON IRREVERSIBLE NOTRE ENVIRONNEMENT.

ON DECIDE A NOTRE PLACE, on nous empêche de déterminer ce que sera notre vie, on nous persuade de notre incompétence. Et cette logique se retrouve dans notre quotidien, dans notre ville, notre village, notre travail :

- les POS sont présentés à la population par cette mascarade qu'est ''l'enquête d'utilité publique', alors que les jeux sont déjà faits (qui a été consulté pour la création au N-E de Villefranche de la zone du Garet ? qui a été consulté pour le projet de zone artisanale 18 ha ! de Régnié ?) ;
- les agriculteurs ont-ils la maîtrise des sols, la maîtrise des SAFER ? Et de quel poids pèsent sur eux les trusts agro-chimiques qui orientent la production, tout en augmentant d'un même coup les prix de revient, et la fragilité des sols et des espèces, tant en ce qui touche l'élevage que la viticulture ou l'exploitation forestière ;
- de même, dans les Entreprises industrielles, les décisions échappent aux Comités d'Entreprise ; la maind'œuvre est toujours traitée comme un outil.

TOUT CELA SIGNIFIE UN ENORME GASPILLAGE. GASPILLAGE DE L'ENERGIE DES HOMMES; GASPILLAGE DE TOUTES ENERGIES.

Le consommateur - jamais consulté lui non plus - se voit imposer des produits chers, souvent inutiles ou mal adaptés, non durables, mais à gros appétit énergétique.

Sans oublier cette triste conséquence : les masses de déchets, ménagers et industriels, problème aussi difficile à résoudre pour une commune rurale que pour une ville (saura-t-on penser à des recyclages, à des récupérations d'énergie ?).

On nous en voudrait d'omettre l'industrie nucléaire et ses redoutables déchets radio-actifs : Mais là, le problème n'est pas résolu à l'échelle scientifique.

BREF, CASSONS CETTE LOGIQUE! PLUS DE SURPRODUCTION, PLUS DE POLLUTION, PLUS DE POLLUTION DE LA DEMOCRATIE!

La solution est d'abord politique. Il faut inverser le courant ; les solutions technologiques suivront. Il faut instaurer de nouveaux pouvoirs à tous les niveaux :

- dans les communes et les quartiers : commissions de travail délibératives, processus de référendum d'initiative populaire ;
- dans la région (dont les limites devraient être corrigées), par élection au suffrage universel direct, et à la proportionnelle, des conseillers régionaux ;
- par le développement du pouvoir associatif, étendu bien sûr aux moyens d'expression tels que bulletins municipaux, radios et télévision locales...

LES DECISIONS DOIVENT ETRE PRISES LA OU LES PROBLEMES SE POSENT PAR CEUX QUI SONT CONCERNES. NOUS COMPTONS SUR VOUS.

Vu, les Candidats

